



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

2024/18122024/21

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024143-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



DÉLIBÉRATIONS

Le 18 décembre 2024 à 11h50 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Katherine COEUFF, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON

Étaient représentés :

Madame LAMBARD Annick ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR,
Monsieur MAYER-ROSSIGNOL Nicolas ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE
Madame VACHE-PICAT Mireille ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

Étaient excusés :

Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Secrétaire de séance :

Madame Laure GUILLARD, Responsable du Service Administratif et Financier du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 11 décembre 2024



DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024143-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



21 CONTRAT DE COOPÉRATION PUBLIC-PUBLIC ENTRE LE C.C.A.S. DE ROUEN ET LE CHU-HÔPITAUX DE ROUEN - AUTORISATION DE SIGNATURE

MESDAMES, MESSIEURS,

L'accueil de jour « La Chaloupe » du C.C.A.S. de Rouen ne dispose pas d'équipements pour la fabrication des repas dédiés à ses usagers. Le C.C.A.S. de Rouen souhaite poursuivre le partenariat avec l'Unité Centrale de Production Alimentaire (U.C.P.A.) du CHU-Hôpitaux de Rouen selon le principe de la liaison froide pour la restauration des usagers de « La Chaloupe ».

Ainsi, il convient de conclure un contrat de coopération public-public entre le C.C.A.S. de Rouen et le CHU-Hôpitaux de Rouen. Il est notamment convenu que :

- le contrat de coopération public-public est conclu à partir de sa date de signature par les deux parties jusqu'au 31 décembre 2025 et sera reconductible tacitement 5 fois pour des périodes de 12 mois,
- le nombre estimatif de repas livrés est de 40 par jour du lundi au vendredi sauf jours fériés,
- la participation financière du C.C.A.S. de Rouen s'élève à 3,22 € HT soit 3,54 € TTC pour les repas. Le CHU-Hôpitaux de Rouen s'engage à facturer au C.C.A.S. de Rouen les éléments d'épicerie sèche et le pain à prix coûtant,
- le CHU-Hôpitaux de Rouen fournira les éventuelles « queues de production » gracieusement au C.C.A.S. de Rouen.

Ledit contrat de coopération public-public est annexé au présent projet de délibération.

Le Conseil d'Administration est invité à :

- autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer le contrat de coopération public-public entre le C.C.A.S. de Rouen et le CHU-Hôpitaux de Rouen,
- autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer les éventuels avenants à ce contrat dépourvu d'incidence financière ou générant une moins-value ou une plus-value dans la limite de 5 %,
- préciser que les dépenses en résultant seront inscrites au compte 611 « Contrats de prestations de service » du budget principal.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU la Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,

VU la Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 modifiée relative à la politique de santé publique notamment son article 8,

VU le Décret n°95 du 6 mai 1995 relatif aux Centres Communaux et Intercommunaux d'Action Sociale,

VU le Code de la Commande Publique,

DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024143-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

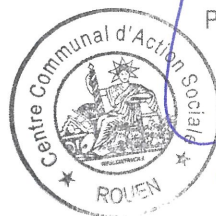
CONSIDÉRANT que le contrat de coopération public-public conclu avec le C.C.A.S. de Rouen permettra au C.C.A.S. de Rouen de proposer des repas aux usagers de son accueil de jour « La Chaloupe »,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Monsieur le Président ou son représentant à :

- Signer le contrat de coopération public-public entre le C.C.A.S. de Rouen et le CHU-Hôpitaux de Rouen,
- Signer les éventuels avenants à ce contrat dépourvus d'incidence financière ou générant une moins-value ou une plus-value dans la limite de 5 %,
- Préciser que les dépenses en résultant seront inscrites au compte 611 « Contrats de prestations de service » du budget principal.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.



POUR EXTRAIT CONFORME,
La Présidente de Séance,

Caroline DUTARTE
Vice-Présidente du C.C.A.S.

Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.